

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1960 Nr. 48

A. TITEL

*Overeenkomst inzake verandering van geslachtsnamen en voornamen;
Istanbul, 4 september 1958*

B. TEKST

**Convention relative aux changements
de noms et de prénoms**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de la République Française, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, de la Confédération Suisse et de la République Turque, membres de la Commission Internationale de l'état civil, désireux d'établir d'un commun accord des règles relatives aux changements de noms et de prénoms, sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

La présente Convention concerne les changements de noms ou de prénoms accordés par l'Autorité Publique compétente, à l'exclusion de ceux résultant d'une modification de l'état des personnes ou de la rectification d'une erreur.

Article 2

Chaque État contractant s'engage à ne pas accorder de changements de noms ou de prénoms aux ressortissants d'un autre État contractant, sauf s'ils sont également ses propres ressortissants.

Article 3

Sont exécutoires de plein droit sur le territoire de chacun des États contractants sous réserve qu'elles ne portent pas atteinte à son ordre public les décisions définitives intervenues dans un de ces États et

accordant un changement de nom ou de prénoms, soit à ses ressortissants, soit lorsqu'ils ont leur domicile ou, à défaut de domicile, leur résidence sur son territoire, à des apatrides ou à des réfugiés au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

Ces décisions sont, sans autre formalité, mentionnées en marge des actes de l'état civil des personnes qu'elles concernent.

Article 4

Les dispositions de l'article précédent sont applicables aux décisions annulant ou révoquant un changement de nom ou de prénoms.

Article 5

Par dérogation aux articles 3 et 4, tout État contractant peut subordonner à des conditions particulières de publicité et à un droit d'opposition dont il déterminera les modalités, les effets, sur son territoire, des décisions intervenues dans un autre État contractant, lorsque celles-ci concernent des personnes qui étaient également ses propres ressortissants au moment où elles sont devenues définitives.

Article 6

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

Celui-ci avisera les États contractants de tout dépôt d'instrument de ratification.

Article 7

La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt du deuxième instrument de ratification, prévu à l'article précédent.

Pour chaque État signataire, ratifiant postérieurement la Convention, celle-ci entrera en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification.

Article 8

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque État contractant.

Tout État contractant pourra, lors de la signature de la ratification, de l'adhésion, ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extramétropolitains, des États ou des territoires dont les relations internationales sont assurées par lui. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette notification chacun des États contractants. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le sixième jour suivant

la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout État qui a fait une déclaration, conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des États ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des États contractants.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé, le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 9

Tout État membre de la Commission Internationale de l'état civil pourra adhérer à la présente Convention. L'État désirant adhérer notifiera son intention par un acte qui sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des États contractants de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'État adhérent, le trentième jour suivant la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 10

La présente Convention peut être soumise à des révisions.

La proposition de révision sera introduite auprès du Conseil Fédéral Suisse qui la notifiera aux divers États contractants ainsi qu'au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'État Civil.

Article 11

La présente Convention aura une durée de dix ans à partir de la date indiquée à l'article 7, alinéa 1er.

La Convention sera renouvelée tacitement de dix ans en dix ans, sauf sur dénonciation.

La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du terme, être notifiée au Conseil Fédéral Suisse, qui en donnera connaissance à tous les autres États contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres États contractants.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Istanbul, le quatre septembre mil neuf cent cinquante-huit en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du

Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

(s.) KURT FRITZ VON GRAEVENITZ

(s.) HANS G. FICKER

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:

(s.) CHARLES GÉRARD

Pour le Gouvernement de la République Française:

(s.) GUY DELTEL

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

(s.) HENRI DELVAUX

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

(s.) TH. VAN SASSE VAN YSSELT

(s.) P. J. DE KANTER

Au moment de la signature de la présente Convention, les délégués du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ont fait la déclaration suivante:

„Eu égard à l'égalité qui existe du point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles néerlandaises, les termes „métropolitain” et „extramétropolitain” mentionnées dans la Convention perdent leur sens initial en ce qui a trait au Royaume des Pays-Bas et seront en conséquence, en ce qui a trait au Royaume, considérés comme signifiant respectivement „européen” et „non-européen”.”.

Pour le Gouvernement de la Confédération Suisse:

Pour le Gouvernement de la République Turque:

(s.) NECDET KENT

C. VERTALING**Overeenkomst inzake veranderingen van
geslachtsnamen en voornamen**

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Franse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, de Zwitserse Bondsstaat en de Republiek Turkije, leden van de Internationale Commissie voor de burgerlijke stand, wensende in gemeenschappelijk overleg een regeling vast te stellen met betrekking tot de veranderingen van geslachtsnamen en voornamen, zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Deze Overeenkomst betreft de door de bevoegde autoriteit toegestane veranderingen van geslachtsnamen of voornamen, met uitsluiting van veranderingen welke uit een wijziging van de staat der personen of uit de verbetering van een fout voortvloeien.

Artikel 2

Iedere Overeenkomstsluitende Staat verbindt zich om veranderingen van geslachtsnamen of voornamen niet toe te staan aan onderdanen van een andere Overeenkomstsluitende Staat, tenzij zij tevens eigen onderdanen zijn.

Artikel 3

De in een van deze Staten gegeven eindbeslissingen welke een verandering van geslachtsnaam of voornamen toestaan, hetzij aan zijn onderdanen, hetzij aan staatlozen of vluchtelingen in de zin van het Verdrag van Genève van 28 juli 1951, indien deze hun woonplaats of, bij gebreke daarvan, hun verblijfplaats op zijn grondgebied hebben, zijn van rechtswege uitvoerbaar op het grondgebied van elk van de Overeenkomstsluitende Staten mits zij niet strijdig zijn met de openbare orde aldaar.

Deze beslissingen worden zonder verdere formaliteiten vermeld op de kant van de akten van de burgerlijke stand, welke op de bedoelde personen betrekking hebben.

Artikel 4

De in het vorige artikel vervatte bepalingen zijn van toepassing op beslissingen, welke een verandering van geslachtsnaam of voornamen vernietigen of herroepen.

Artikel 5

Met afwijking van de artikelen 3 en 4 kan elke Overeenkomstsluitende Staat bepalen, dat op zijn grondgebied geen rechtsgevolgen kunnen intreden ten aanzien van beslissingen, welke in een andere

Overeenkomstsluitende Staat zijn gegeven en betrekking hebben op personen die tevens eigen onderdanen waren op de dag dat die beslissingen rechtskracht hebben verkregen, indien te haren aanzien de voorgeschreven openbaarmaking, gepaard gaande met de mogelijkheid van verzet volgens te stellen regels, niet heeft plaats gehad.

Artikel 6

Deze Overeenkomst zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen worden nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad.

Deze zal van elke nederlegging van een akte van bekrachtiging mededeling doen aan de Overeenkomstsluitende Staten.

Artikel 7

Deze Overeenkomst treedt in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging als bedoeld in het vorige artikel.

Voor iedere ondertekenende Staat die de Overeenkomst later bekrachtigt, treedt deze in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van zijn akte van bekrachtiging.

Artikel 8

Deze Overeenkomst is van rechtswege van toepassing in het gehele moederland van elke Overeenkomstsluitende Staat.

Elke Overeenkomstsluitende Staat kan bij de ondertekening, de bekrachtiging, de toetreding of nadien door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren, dat de bepalingen van deze Overeenkomst van toepassing zullen zijn in een of meer van zijn buiten het moederland gelegen gebieden, van de Staten of van de gebieden, waarvan hij de internationale betrekkingen behartigt. De Zwitserse Bondsraad zal van deze kennisgeving aan ieder van de Overeenkomstsluitende Staten mededeling doen. De bepalingen van deze Overeenkomst worden van toepassing in het gebied of de gebieden, in de kennisgeving aangewezen, op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad bedoelde kennisgeving heeft ontvangen.

Iedere Staat die een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het bepaalde in lid 2 van dit artikel kan nadien op ieder tijdstip door middel van een aan de Zwitserse Bondsraad gerichte kennisgeving verklaren, dat deze Overeenkomst zal ophouden van toepassing te zijn in een of meer van de Staten of gebieden, welke in de verklaring zijn aangewezen.

De Zwitserse Bondsraad zal van deze kennisgeving aan ieder van de Overeenkomstsluitende Staten mededeling doen.

De Overeenkomst houdt op van toepassing te zijn in het bedoelde gebied op de zestigste dag na de datum waarop de Zwitserse Bondsraad de voornoemde kennisgeving heeft ontvangen.

Artikel 9

Iedere Staat welke lid is van de Internationale Commissie voor de burgerlijke stand kan tot deze Overeenkomst toetreden. De Staat die wenst toe te treden, geeft van zijn voornemen kennis door een akte die wordt nedergelegd bij de Zwitserse Bondsraad. Deze zal van elke nederlegging van een akte van toetreding mededeling doen aan ieder van de Overeenkomstsluitende Staten. Voor de toetredende Staat treedt de Overeenkomst in werking op de dertigste dag na de datum van nederlegging van de akte van toetreding.

De nederlegging van de akte van toetreding kan niet plaats hebben dan nadat deze Overeenkomst in werking is getreden.

Artikel 10

Deze Overeenkomst kan worden herzien.

Het voorstel tot herziening wordt ingediend bij de Zwitserse Bondsraad, die daarvan kennis geeft aan de andere Overeenkomstsluitende Staten, alsmede aan de Secretaris-Generaal van de Internationale Commissie voor de burgerlijke stand.

Artikel 11

Deze Overeenkomst wordt gesloten voor een periode van tien jaar te rekenen van de in het eerste lid van artikel 7 aangegeven datum.

De Overeenkomst wordt, behoudens opzegging, stilzwijgend telkens voor tien jaar verlengd.

De opzegging moet ten minste zes maanden voor het verstrijken van de termijn ter kennis worden gebracht van de Zwitserse Bondsraad, die hiervan aan alle andere Overeenkomstsluitende Staten mededeling zal doen.

De opzegging heeft slechts gevolg ten opzichte van de Staat die haar heeft gedaan. De Overeenkomst blijft van kracht voor de andere Overeenkomstsluitende Staten.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Istanbul, vier september negentienhonderd achtenvijftig, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de Zwitserse Bondsraad en waarvan een gewaarmerkt afschrift langs diplomatieke weg aan elk der Overeenkomstsluitende Staten zal worden toegezonden.

(Zie voor de ondertekeningen na de Franse tekst, hiervóór blz. 4.)

(De vertaling van de bij de ondertekening voor het Koninkrijk der Nederlanden afgelegde verklaring luidt:

„Gezien de staatsrechtelijke gelijkheid van Nederland, Suriname en de Nederlandse Antillen verliezen de in de Overeenkomst voorkomende uitdrukkingen „moederland” en „buiten het moederland gelegen” voor wat betreft het Koninkrijk der Nederlanden hun oorspronkelijke betekenis; zij zullen voor wat het Koninkrijk betreft worden opgevat als betekenende onderscheidenlijk „Europees” en „niet-Europees”.”

D. GOEDKEURING

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 6, eerste lid, heeft de volgende Staat een akte van bekrachtiging bij de Zwitserse Bondsraad nedergelegd:

Frankrijk 24 september 1959

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de overeenkomst zullen ingevolge artikel 7, eerste lid, in werking treden op de dertigste dag na die van nederlegging van de tweede akte van bekrachtiging.

J. GEGEVENS

Op de Internationale Commissie voor de Burgerlijke Stand, welke Commissie in de preambule en elders in de Overeenkomst wordt genoemd, heeft betrekking een te Bern op 25 september 1950 ondertekend Protocol, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Stb.* K 566. Zie ook *Trb.* 1952, 143.

Door de Commissie werden eerder voorbereid een op 27 september 1956 te Parijs gesloten Overeenkomst betreffende de afgifte van bepaalde uittreksels uit akten van de burgerlijke stand bestemd voor het buitenland (tekst en vertaling in *Trb.* 1957, 119; zie ook *Trb.* 1958, 36), alsmede een op 26 september 1957 te Luxemburg gesloten

Overeenkomst inzake kosteloze afgifte en vrijstelling van legalisatie van afschriften en uittreksels van akten van de burgerlijke stand (tekst en vertaling in *Trb.* 1958, 168).

Van het op 28 juli 1951 te Genève gesloten Verdrag betreffende de status van vluchtelingen, naar welk Verdrag in artikel 3 wordt verwezen, is de tekst opgenomen in *Trb.* 1951, 131 en de vertaling in *Trb.* 1954, 88. Zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1957, 21.

Eveneens op 4 september 1958 werd te Istanbul ondertekend een Overeenkomst inzake internationale uitwisseling van gegevens op het gebied van de burgerlijke stand, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Trb.* 1960, 49.

Uitgegeven de elfde mei 1960.

De Minister van Buitenlandse Zaken a.i.,

J. DE QUAY.